



## Flashs et communiqués du site de la Cgt

### Défense des retraites



## Un été meurtrier pour l'emploi et la formation des salariés

Le gouvernement vient d'annoncer qu'il entend procéder à une ponction de 300 millions d'euros sur les ressources mutualisées de la formation professionnelle. C'est un hold-up sans précédent par son ampleur.

Cette ponction est illégale car contraire aux dispositions de la loi du 24 novembre 2009. Elle va surtout se traduire par encore moins de formation pour les salariés et les demandeurs d'emploi alors que les besoins sont immenses et déjà insatisfaits.

Cette ponction est inacceptable sur le fond et procède d'un autoritarisme intolérable au plan de la méthode. En faisant main basse sur l'argent de la formation, et donc sur le salaire différé des salariés, le gouvernement va à l'encontre des objectifs de la réforme de 2009 dont nous avons tracé les lignes dans l'Accord National Interprofessionnel signé par les cinq confédérations syndicales et les organisations patronales.

Cette ponction porte le risque d'une grave déstabilisation de la gestion paritaire des fonds de la Formation Professionnelle et traduit le mépris dans lequel le gouvernement tient les organisations responsables de la gestion paritaire. A la place qui est la nôtre, organisation syndicale de salariés en charge dans le cadre du paritarisme de la gestion d'une partie des fonds mutualisés de la Formation professionnelle, nous nous opposons à cette décision et élevons la plus vive protestation contre ces méthodes inacceptables.

La mutualisation nationale renforcée des fonds de la formation professionnelle est destinée à financer la formation des salariés de faibles niveaux de qualification, des salariés des TPME/PME, des privés d'emploi. Par sa décision le gouvernement remet en cause cette mutualisation.

A bout de souffle pour boucler son budget, le gouvernement veut faire main basse sur l'argent de la formation des salariés. Pourtant d'autres sources de financement existent, d'autres choix sont possibles.

Une politique fiscale plus juste, en commençant par la suppression de certaines exonérations de cotisations patronales dont l'efficacité est loin d'être avérée, apporterait en effet des ressources financières non négligeables permettant la mise en place d'une politique du plein emploi et de justice sociale.

Contrairement aux prévisions optimistes du gouvernement la situation économique ne s'améliore pas alors que la situation sociale elle, c'est sûr, se dégrade. Chaque jour amène son lot de mauvaises nouvelles (Emploi, Santé, Droits des salariés, Services Publics, Retraite ...) les annonces se font entre deux « affaires », mais elles vont toutes dans le même sens : faire payer la crise aux salariés, maintenir une fiscalité qui avantage les riches, ne pas toucher au bouclier fiscal pour protéger les plus riches.

Le gouvernement parle de coups de rabot dans les dépenses de l'Etat. En fait c'est à la hache qu'il s'attaque aux dépenses utiles au pays, à l'Emploi, à l'Education, à la Formation professionnelle des salariés et des privés d'emploi.

Cette politique est mauvaise pour le pays, elle fragilise le tissu économique alors même que les besoins de formation des salariés, question essentielle pour faire face aux enjeux de la mondialisation et du renouvellement des générations, n'ont jamais été aussi grands.

Ensemble obligeons le gouvernement à renoncer à ce hold-up sur les fonds de la formation professionnelle.

La CGT appelle l'ensemble des salariés, des demandeurs d'emploi, à participer massivement à la journée nationale d'actions, de grève et de manifestations du 7 septembre 2010 pour les salaires, l'emploi et la retraite.

Montreuil, le 27 juillet 2010